



Assemblée générale

Distr. générale
1^{er} juillet 2013
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme

Vingt-quatrième session

Point 3 de l'ordre du jour

**Promotion et protection de tous les droits de l'homme,
civils, politiques, économiques, sociaux et culturels,
y compris le droit au développement**

Rapport de la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences, Gulnara Shahinian

Rapport thématique sur les difficultés rencontrées et les enseignements tirés dans la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage

Résumé

La Rapporteuse spéciale présente un aperçu de ses activités et consacre son rapport thématique à la lutte contre l'esclavage, en s'attardant sur les défis à relever et les enseignements à tirer. Sur la base des observations qu'elle a pu faire lors des nombreuses activités réalisées dans le cadre de son mandat, la Rapporteuse spéciale met en lumière plusieurs difficultés à surmonter dans la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage. Elle formule également des recommandations à l'intention des gouvernements, des organismes des Nations Unies et des organisations de la société civile pour les aider à s'attaquer à ces difficultés.

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction.....	1	3
II. Activités entrant dans le cadre du mandat.....	2–6	3
A. Visites de pays et activités de suivi	2–5	3
B. Communications et autres activités	6	3
III. Difficultés rencontrées et enseignements tirés en ce qui concerne la lutte contre les formes contemporaines d’esclavage	7–26	4
IV. Cadre juridique international	27–32	9
A. Esclavage.....	27	9
B. Servitude pour dettes et servage	28	9
C. Mariage servile	29	10
D. Esclavage des enfants	30	10
E. Servitude domestique	31	10
F. Travail forcé	32	11
V. Difficultés rencontrées dans la lutte contre les formes contemporaines d’esclavage.....	33–45	11
A. Difficultés d’ordre juridique et politique	33–36	11
B. Difficultés institutionnelles et d’application	37–45	12
VI. Bonnes pratiques.....	46–77	14
A. Législation	46–50	14
B. Application	51–57	16
C. Sensibilisation et prévention.....	58–61	17
D. Identification, protection et réadaptation des victimes	62–66	18
E. Initiatives multipartites	67–72	19
F. Approvisionnement	73–77	20
VII. Conclusions et recommandations.....	78–96	22
A. Recommandations à l’intention des gouvernements.....	84–89	23
B. Recommandations à l’intention des organismes et donateurs internationaux.....	90–94	23
C. Recommandations à l’intention des entreprises.....	95–96	24

I. Introduction

1. Le présent rapport est soumis en application de la résolution 15/2 du Conseil des droits de l'homme par la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences, M^{me} Gulnara Shahinian. Au chapitre II, la Rapporteuse spéciale donne un résumé de ses activités depuis la présentation au Conseil de son précédent rapport puis, aux chapitres III à VII, analyse le problème des formes contemporaines d'esclavage avant de formuler des recommandations à ce sujet.

II. Activités entrant dans le cadre du mandat

A. Visites de pays et activités de suivi

2. La Rapporteuse spéciale s'est rendue en visite officielle au Kazakhstan du 24 septembre au 1^{er} octobre 2012 et à Madagascar du 10 au 20 décembre 2012, ce qui lui a permis d'établir avec les Gouvernements de ces deux pays un dialogue sur les politiques, programmes, plans et activité de lutte contre les formes contemporaines d'esclavage (voir A/HRC/24/43/Add.1 et A/HRC/24/43/Add.2). Elle tient à remercier les Gouvernements kazakh et malgache d'avoir accepté sa demande de visite.

3. La Rapporteuse spéciale a participé à deux ateliers consacrés au suivi des recommandations qu'elle avait formulées à l'issue de ses visites dans les pays. Les 12 et 13 novembre 2012, elle a participé à un atelier de suivi à Brasilia, durant lequel les participants ont élaboré un plan d'action relatif à l'application de ses recommandations sur le travail forcé et la servitude pour dettes dans l'agriculture et l'industrie du textile. Elle a également participé à un atelier de suivi à Lima les 15 et 16 novembre 2012, au cours duquel les participants ont analysé l'état d'avancement de l'application de ses recommandations sur les formes contemporaines d'esclavage à Lima. Ils ont à cette occasion mis au point des plans d'action assortis d'échéances qui permettront de suivre la situation en ce qui concerne le travail forcé et la servitude pour dettes, l'esclavage des enfants dans les mines et la servitude domestique.

4. Les deux ateliers ont été organisés conjointement par les gouvernements concernés et le Haut-Commissariat aux droits de l'homme. Les participants étaient des responsables gouvernementaux et des représentants des organisations de la société civile et des organismes des Nations Unies. La Rapporteuse spéciale tient à remercier les Gouvernements brésilien et péruvien de leur coopération et leur engagement sans faille dans l'application des recommandations qu'elle avait formulées dans ses rapports (A/HRC/15/20/Add.4 et A/HRC/18/30/Add.2, respectivement).

5. La Rapporteuse spéciale souhaiterait recevoir des invitations des pays suivants auxquels elle a adressé une demande de visite: Bangladesh, Ghana, Népal, Niger, Ouzbékistan et Soudan.

B. Communications et autres activités

6. La Rapporteuse spéciale a publié de nombreuses déclarations à la presse, soit à titre individuel soit conjointement avec d'autres détenteurs de mandat au titre des procédures spéciales.

III. Difficultés rencontrées et enseignements tirés en ce qui concerne la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage

7. Le nombre de personnes victimes des formes contemporaines d'esclavage dans le monde entier est estimé à 21 millions de victimes du travail forcé¹. Il va sans dire que ce nombre ne comprend pas les autres formes d'esclavage auxquelles s'est intéressée la Rapporteuse spéciale, comme le mariage servile, la servitude domestique, l'esclavage des enfants et la servitude pour dettes, sinon le nombre de victimes serait bien plus élevé.

8. Des formes contemporaines d'esclavage existent partout dans le monde, mais elles sont plus prévalentes dans certaines régions. D'après les estimations de l'Organisation internationale du Travail (OIT) pour 2012, les personnes astreintes au travail forcé se répartissent comme suit entre les différentes régions: il y aurait ainsi 600 000 personnes victimes de travail forcé au Moyen-Orient; 1,5 million dans les «économies développées et l'Union européenne»; 1,6 million dans les pays d'Europe centrale et du Sud-Est et la Communauté d'États indépendants; 1,8 million en Amérique latine et aux Caraïbes; 3,7 millions en Afrique et 11,7 millions dans la région Asie et Pacifique. Bien que la région Europe centrale et du Sud-Est et Communauté d'États indépendants arrive en avant-dernière position en ce qui concerne le nombre de victimes de travail forcé, elle occupe proportionnellement le premier rang, avec un taux de personnes astreintes au travail forcé de 420 pour 100 000 habitants².

9. Les femmes ayant le plus souvent la charge des enfants, elles sont d'autant plus poussées à travailler et subvenir aux besoins du ménage. Ainsi contraintes de travailler pour des raisons financières, elles n'ont bien souvent pas d'autre choix que de rester dans des emplois peu recherchés et doivent de ce fait supporter des conditions de travail très difficiles. Dans de nombreux pays, les femmes sont aussi défavorisées en raison des traditions culturelles. Enfin, les femmes et les filles sont souvent privées d'accès à l'instruction, ce qui les rend moins attractives sur le marché du travail et alimente le cercle vicieux de la pauvreté et de la vulnérabilité face à l'esclavage.

10. Les mariages serviles et la servitude domestique sont deux formes contemporaines d'esclavage qui touchent tout particulièrement les femmes et les filles. Dans un précédent rapport, la Rapporteuse spéciale a défini le mariage servile comme étant un arrangement «dans lequel un conjoint est réduit à l'état de marchandise sur laquelle s'exercent les attributs du droit de propriété ou certains d'entre eux» (A/HRC/21/41, résumé). Des pratiques comme la polygamie et le paiement d'une dot, surtout lorsque s'y ajoute la violence familiale, peuvent être des indices d'une situation de mariage servile. Dans de nombreuses cultures, le corps de la femme est directement lié à l'honneur de la famille et si une fille refuse de se marier, elle «peut être victime d'atteintes à sa réputation ou peut être enlevée par le prétendant ou par des membres de sa famille qui chercheront à la forcer au mariage ou à la violer» (ibid., par. 71). Dans de nombreux pays, les femmes qui sont dans cette situation ne jouissent pour ainsi dire d'aucune, ou quasiment aucune, protection de la loi. Du reste, certains pays ont été jusqu'à adopter des lois qui innocentent les violeurs s'ils épousent leur victime. Si une femme se retrouve en situation de mariage servile, elle devient en fin de compte l'esclave de son mari et de sa famille.

¹ Organisation internationale du Travail (OIT), BIT, 2012: *Estimation du travail forcé dans le monde: Résumé* (2012), p. 1.

² Ibid., p. 2.

11. Les mariages serviles sont encore pratiqués de nos jours, par exemple en Papouasie-Nouvelle-Guinée. D'après un rapport de 2012 du *Protection Project*, «les femmes sont victimes de mariages forcés, frauduleux, serviles, frauduleusement arrangés et temporaires. Les enfants peuvent eux aussi être victimes de mariages dans lesquels ils sont exploités»³.

12. Le secteur du travail domestique, un des plus importants de l'industrie des services dans le monde, est parmi les moins visibles car il relève de la sphère privée. Nombre de travailleurs ou travailleuses domestiques se retrouvent isolés, aussi bien physiquement que socialement, ce qui restreint grandement leur droit de s'unir dans un syndicat. Les travailleurs à demeure doivent souvent travailler seize à dix-sept heures par jour, fréquemment sans congés ni vacances. Leur travail peut être extrêmement pénible, car consistant à porter des charges lourdes ou à manipuler des substances toxiques. La servitude domestique peut s'accompagner de violences physiques, mentales et sexuelles et il n'est pas rare que les employeurs confisquent le passeport ou la pièce d'identité du ou de la domestique et retiennent leur salaire pour le garder «en lieu sûr», ce qui fait qu'il leur est très difficile de quitter leur emploi.

13. Lors de la mission qu'elle a effectuée au Liban, la Rapporteuse spéciale a été informée que les travailleurs domestiques migrants représentaient 25 % de la main-d'œuvre totale au Liban et étaient victimes de «maltraitements physiques, catégorie qui recouvre aussi bien les souffrances physiques consécutives à des journées de travail d'au moins dix-huit heures que les sévices proprement dits, ... le non-paiement des salaires, les violences sexuelles, le harcèlement moral, la privation de nourriture, le harcèlement sexuel, le travail forcé, ... les menaces physiques, la prostitution forcée, le non-renouvellement des documents [...] et l'emploi de mineurs» (A/HRC/21/41/Add.1, par. 9). Les Gouvernements malgache, philippin et sri-lankais ont depuis interdit à leurs ressortissants de travailler comme domestiques au Liban en raison de ces conditions de travail particulièrement mauvaises et du fait qu'il n'existe pour ainsi dire aucun mécanisme de protection des travailleurs domestiques dans ce pays. L'article 7 du Code du travail libanais de 1946 exclut expressément les travailleurs domestiques de son champ d'application (ibid., par. 21).

14. Les enfants qui travaillent comme domestiques subissent toutes sortes de mauvais traitements, notamment physiques et sexuels, ont de longues journées de travail, vivent dans l'isolement et ont peu ou pas d'accès à l'instruction. Selon l'Université de Nairobi, «les enfants domestiques [ont] nettement plus de problèmes psychologiques que les autres (par rapport à ceux qui travaillent et à ceux qui ne travaillent pas). Ils souffrent fréquemment de maux de tête, de troubles alimentaires, de cauchemars, de fatigue et se disent malheureux». Ils sont particulièrement exposés au risque d'être victimes de l'esclavage⁴.

15. La discrimination fondée sur la race, l'origine ethnique et la caste contribue aussi à accroître la vulnérabilité face aux formes contemporaines d'esclavage. Par exemple, la servitude pour dettes en Asie concerne de manière disproportionnée les personnes défavorisées socialement comme les membres des castes inférieures et, en Amérique du Sud, la plupart des victimes de travail forcé sont de culture autochtone, tandis qu'en Afrique de l'Ouest, les strictes hiérarchies sociales peuvent dicter qui a le statut d'esclave. Dans de nombreuses sociétés, le racisme est monnaie courante et bien souvent, plus la peau est foncée, plus la personne est victime d'exactions.

³ The Protection Project, *The Protection Project Review of the Trafficking in Persons Report* (Washington, D.C., 2012), p. 39. Consultable sur la page: www.protectionproject.org/wp-content/uploads/2012/07/TIP-Review-2012-Final.pdf.

⁴ Bwibo et Onyango, *The Final Report of Child Labour and Health Research* (Université de Nairobi, 1987).

16. Au Népal, il existe un système de servitude pour dettes dans l'agriculture dont relèvent les «haliyas», terme qui signifie «laboureur». Labourer la terre est considéré comme un travail ingrat et non qualifié, réservé aux membres des classes les plus basses: c'est le travail des «intouchables» ou «dalits»⁵. Les *haliyas* reçoivent une très faible rémunération pour leur travail ou sont payés en petites quantités de nourriture⁶. Ces travailleurs accumulent toujours plus de dettes pour couvrir des dépenses personnelles⁷, auprès de propriétaires terriens qui leur font payer des taux d'intérêt exorbitants. D'après un rapport du Centre for Human Rights and Global Justice, «une telle discrimination est conçue délibérément pour entretenir ce système de servitude pour dettes»⁸.

17. En septembre 2008, le Gouvernement népalais a officiellement affranchi tous les *haliyas* et effacé leurs dettes à l'égard des propriétaires terriens. Toutefois, en 2010, la Commission asiatique des droits de l'homme a fait savoir que la plupart des *haliyas* travaillaient toujours pour leurs propriétaires terriens, bien qu'ils aient été officiellement affranchis. Il est très difficile pour les anciens *haliyas* de se réinsérer dans la population active du fait de leur faible niveau d'instruction et de connaissances techniques et que 97 % d'entre eux ne possèdent pas de terres. On estime qu'en 2010, près de 150 000 personnes étaient concernées par le système des *haliyas*⁹. Ce sont tous des hommes, les femmes n'étant pas autorisées à travailler la terre, et ne pouvant pas obtenir de prêt pour acheter leur propre lopin de terre. Cela étant, les femmes aident toujours le propriétaire pour lequel travaille leur mari en ramassant de la nourriture pour le bétail et en transportant du fumier dans les fermes. Les enfants des *haliyas* participent souvent aux travaux de la ferme en gardant le bétail, ce qui les empêche d'avoir une scolarité normale.

18. Les travailleurs migrants sont aussi tout particulièrement touchés par les formes contemporaines d'esclavage. Nombre d'entre eux sont très vulnérables car ils travaillent loin de chez eux, ne maîtrisent pas bien la langue ni les systèmes juridiques du pays d'accueil, sont parfois sans papiers ou recrutés par une agence de placement, sont exclus du champ de protection de la loi dans les juridictions du pays d'accueil, reçoivent rarement une formation appropriée, n'ont pas accès à des mécanismes de plainte efficaces, sont vulnérables face à la substitution de contrat, ou sont nettement sous-payés. Les entraves à la liberté de circulation des migrants augmentent considérablement le risque qu'ils soient réduits à une forme contemporaine d'esclavage. Ainsi, il arrive que les employeurs leur confisquent leur passeport ou leurs papiers d'identité et ces travailleurs migrants travaillent souvent dans des lieux reculés où ils dépendent de leur employeur, y compris pour pourvoir à des besoins fondamentaux.

19. Dans les petites industries extractives du secteur informel, l'esclavage contemporain est fréquent et la liberté de circulation est fortement restreinte. Les mines sont souvent situées loin des grands centres de population et de nombreuses petites exploitations

⁵ Voir Indian Institute of Dalit Studies, *Caste-based Discrimination in South Asia: A Study on Nepal* (New Delhi, 2008). Consultable à l'adresse http://idsn.org/fileadmin/user_folder/pdf/Old_files/asia/pdf/RR_Nepal.pdf.

⁶ Communiqué de la Commission asiatique des droits de l'homme. «NEPAL: The Haliya bonded labour slavery system must be abolished without further delay», 26 août 2010. Consultable à l'adresse: www.humanrights.asia/news/alrc-news/human-rights-council/hrc15/ALRC-CWS-15-07-2010/?searchterm=ALRC-CWS-15-07-2010.

⁷ Indian Institute of Dalit Studies, *Caste-based Discrimination*.

⁸ *The Missing Piece of the Puzzle. Caste Discrimination and the Conflict in Nepal* (New York, The Centre for Human Rights and Global Justice, 2005), p. 8.

⁹ Commission asiatique des droits de l'homme. «NEPAL: The Haliya bonded labour slavery system must be abolished without further delay», 26 août 2010. Consultable à l'adresse: www.humanrights.asia/news/alrc-news/human-rights-council/hrc15/ALRC-CWS-15-07-2010/?searchterm=ALRC-CWS-15-07-2010.

minières informelles opèrent en dehors du cadre légal. C'est pourquoi il est très difficile pour les autorités de localiser et identifier les victimes de l'esclavage dans ce secteur. Les services d'inspection du travail sont inexistant dans bon nombre de ces mines, où la violence, la criminalité et les toxicomanies sont monnaie courante. Les journées de travail sont souvent longues, le travail extrêmement dangereux, les conditions de vie déplorables et les travailleurs souvent rémunérés en dessous du salaire minimum légal¹⁰. La servitude pour dettes et l'esclavage des enfants sont aussi courants.

20. Les *pallaris*, des femmes qui travaillent à proximité des mines pour trier le minerai des gravats, sont un autre groupe de travailleurs vulnérables. D'après des spécialistes de la question dans le pays, les *pallaris* n'ont généralement pas de contrat de travail en bonne et due forme, sont rémunérées à la tâche selon des tarifs fixés par les intermédiaires du secteur des minerais et doivent obtenir l'autorisation des propriétaires ou exploitants de la mine pour travailler sur un autre site. Cette autorisation peut leur être retirée à tout moment, ce qui les rend extrêmement vulnérables. Les *pallaris* sont parfois contraintes d'accorder des faveurs sexuelles ou d'effectuer des travaux supplémentaires pour obtenir ou conserver cette autorisation. Les enfants travaillent souvent avec leur mère ou carrément dans les mines d'or. Il y aurait ainsi des enfants d'à peine 8 ans qui travaillent dans des mines avec leur père et de jeunes enfants sont souvent envoyés dans d'étroits puits de mine. Ils doivent en outre porter des charges très lourdes et sont exposés à des produits chimiques toxiques utilisés dans l'extraction et le traitement de l'or¹¹.

21. Outre le travail domestique et le travail dans les mines, les formes contemporaines d'esclavage concernent de nombreux autres secteurs. Selon l'estimation réalisée en 2012 par l'OIT, 90 % des 20,9 millions de victimes du travail forcé sont employées dans le privé¹². L'esclavage existe aussi dans le secteur de la pêche, du travail domestique, de l'exploitation des carrières, mais aussi dans les briqueteries et les activités illégales. Le travail forcé est très courant dans l'agriculture, l'industrie du bois, l'exploitation minière, la confection, l'électronique, les soins à la personne, la construction et la transformation des aliments¹³.

22. La Malaisie est actuellement le deuxième plus gros producteur d'huile de palme au monde. D'après un récent rapport, pour que le pays puisse «répondre à la demande croissante d'huile de palme bon marché, certains producteurs comptent sur le travail forcé et d'autres formes d'esclavage moderne»¹⁴. Le travail agricole n'attire guère la plupart des Malaisiens. C'est pourquoi des hommes, des femmes et des enfants – la plupart originaires d'Indonésie et des Philippines – émigrent en Malaisie pour travailler dans ces plantations. La plupart de ces travailleurs sont sans papiers, pauvres et isolés, ce qui les rend extrêmement vulnérables face aux formes contemporaines d'esclavage. Le Secrétaire général de la Commission indonésienne de protection de l'enfance a indiqué que des dizaines de milliers de travailleurs migrants indonésiens et leurs enfants ont été «systématiquement réduits à l'état d'esclaves» dans les plantations malaisiennes. Le nombre d'enfants indonésiens en situation de travail forcé dans l'État de Sabah en Malaisie est estimé à pas moins de 72 000. Les enfants nés sur la plantation ne reçoivent pas de certificats de naissance, ce qui les empêche d'aller à l'école et les oblige à rester sur la plantation pour y travailler¹⁵.

¹⁰ Voir le rapport présenté au Conseil par la Rapporteuse spéciale à sa dix-huitième session, A/HRC/18/30.

¹¹ Bhavna Sharma, *Contemporary forms of slavery in Bolivia* (Anti-Slavery International, 2006).

¹² BIT, *Global Estimate of Forced Labour*, p. 1.

¹³ Voir «Verité, Help Wanted: Hiring, Human Trafficking, and Modern-Day Slavery» (2011).

¹⁴ Accenture (for Humanity United), *Exploitative Labor Practices in the Global Palm Oil Industry*.

¹⁵ Commission d'experts pour l'application des Conventions et Recommandations de l'OIT, observations relatives à l'application de la Convention (n° 182) sur les pires formes de travail

23. L'OIT signale que 69 % du travail des enfants a lieu dans le secteur agricole, où les pires formes de travail des enfants sont très répandues¹⁶. Le travail agricole étant souvent mal payé, réservé à des travailleurs temporaires et migrants, dans des zones rurales isolées peu contrôlées par l'État, les travailleurs agricoles – enfants et adultes confondus – sont susceptibles d'être victimes des formes contemporaines d'esclavage.

24. Plusieurs sources font état d'enfants réduits en esclavage, sous sa forme contemporaine, dans les pêcheries ghanéennes par des «patrons de pêches»¹⁷ ou des intermédiaires qui les font travailler loin de chez eux. Il semblerait que les recruteurs trompent les familles en leur faisant croire que leurs enfants pourront faire des études en contrepartie de quelques heures de travail par jour. On promet aussi aux enfants une rémunération en espèces ou en nature, par exemple une vache pour les garçons ou une machine à coudre pour les filles¹⁸. Parfois, on propose aux parents une avance pour le travail de leur enfant, ce qui place ce dernier en situation de servitude pour dettes. Les enfants esclaves sont nombreux dans la région du lac Volta, en raison de l'épuisement des ressources halieutiques et du fait que les enfants sont considérés comme une main-d'œuvre bon marché¹⁹. Dans la pêche, les tâches confiées aux enfants sont réparties différemment entre les garçons et les filles: les premiers s'occupent de pagayer, de tirer les filets hors de l'eau et de porter le poisson, les secondes trient, conditionnent et transportent le poisson; garçons comme filles sont chargés de plonger pour démêler les filets emmêlés. Ils travaillent habituellement six à sept jours par semaine, au moins douze heures par jour, dans des campagnes de pêche qui peuvent durer plusieurs jours. Ces enfants travaillent dans des conditions dangereuses, ont de longues journées de travail, sont exposés à des violences sexuelles et physiques, et risquent la mort par noyade ou des suites d'une morsure de serpent ou encore des mauvais traitements infligés par les propriétaires de l'embarcation ou du matériel utilisés²⁰.

25. Selon des informations récentes, les travailleurs migrants au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord sont victimes de formes contemporaines d'esclavage dans le secteur de la construction. Ce travail est par nature saisonnier, de durée limitée et temporaire, ce qui entraîne souvent des mauvaises conditions de travail. Les entreprises de construction utilisent aussi de la main-d'œuvre en sous-traitance, plus facile à exploiter. Selon une enquête réalisée en 2003, 88 000 travailleurs non britanniques étaient employés dans le secteur de la construction. Les travailleurs migrants sont recherchés par les entreprises du bâtiment, qui voient en eux une main-d'œuvre bon marché et facilement remplaçable. Ces travailleurs ne peuvent pas obtenir de permis de travail pour le secteur du bâtiment, ils doivent donc entrer sur le territoire britannique avec un visa de travailleur indépendant, ce qui contribue à les rendre vulnérables et, en quelque sorte, invisibles²¹.

des enfants: Malaisie, adoptées en 2009, publiées à la quatre-vingt-dix-neuvième session de la CIT (2010). Document consultable à l'adresse: www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=1000:13100:0::NO::P13100_COMMENT_ID:2309483.

¹⁶ BIT, La fin du travail des enfants: un objectif à notre portée, Rapport global (Genève, 2006).

¹⁷ Dela Afenyadu, «Child Labour in Fisheries and Aquaculture, A Ghanaian Perspective», présenté à l'occasion d'un atelier de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur le travail des enfants dans la pêche et l'aquaculture, en coopération avec l'OIT, Rome, 14-16 avril 2010, p. 6. Consultable à l'adresse: www.fao-ilo.org/fileadmin/user_upload/fao_ilo/pdf/WorkshopFisheries2010/WFPapers/DAfenyaduChild_LabourGhana.pdf.

¹⁸ Ibid., p. 6.

¹⁹ Voir BIT et FAO, *FAO-ILO Good Practice Guide for Addressing Child Labour in Fisheries and Aquaculture: Policy and Practice* (2011).

²⁰ Afenyadu, *Child Labour in Fisheries and Aquaculture*, p. 9.

²¹ Bridget Anderson et Ben Rogaly, *Forced Labour and Migration to the UK* (International Trade Union Congress), p. 27. Consultable à l'adresse: http://ituc-csi.org/IMG/pdf/Forced_labour_in_UK_12-2009.pdf.

26. Selon certaines informations, des enfants âgés d'à peine 3 ans travaillaient dans des mines et des carrières de Sierra Leone en 2012²² et des enfants de 10 ans y seraient victimes d'une forme d'esclavage moderne dans les mines de diamant²³. Dans ces mines, les enfants concassent, ramassent à la pelle et lavent du gravier toute la journée, six jours par semaine, pour un salaire très modique, entre 15 et 60 centimes de dollars des États-Unis par jour, voire inexistant. Ils sont vulnérables aux maladies et aux blessures et risquent même la mort en cas d'éboulement dans les mines²⁴. Les enfants qui travaillent dans les mines n'ont pas la possibilité d'aller à l'école, ce qui les empêche d'échapper au cycle de la pauvreté et de l'esclavage. Les familles ne peuvent souvent pas se permettre d'envoyer leurs enfants à l'école parce qu'ils ont besoin de cette main-d'œuvre pour compléter le revenu familial, sachant que, selon le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), 60 % de la population du pays vit dans la pauvreté. La guerre civile a aggravé la vulnérabilité des enfants face à l'esclavage, puisque de nombreux enfants enlevés par des factions armées ont ensuite été contraints de travailler dans les mines, beaucoup d'enfants ont perdu leurs parents et la plupart d'entre eux ont dû arrêter l'école²⁵.

IV. Cadre juridique international

A. Esclavage

27. L'article premier de la Convention relative à l'esclavage de 1926 définit l'esclavage comme étant «l'état ou condition d'un individu sur lequel s'exercent les attributs du droit de propriété ou certains d'entre eux». La Convention préconise la «suppression complète de l'esclavage sous toutes ses formes», y compris la «[...] capture, l'acquisition ou la cession d'un individu [en vue de le] réduire en esclavage [et] tout acte d'acquisition d'un esclave en vue de le vendre ou de l'échanger» (art. 2 à lire en parallèle avec l'article 1). Depuis l'élaboration de la Convention, on retrouve dans la plupart des cadres juridiques internationaux des articles concernant l'interdiction de l'esclavage, notamment l'article 4 de la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948), le paragraphe 1 de l'article 8 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (1966) et, plus récemment, le Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants (Protocole de Palerme).

B. Servitude pour dettes et servage

28. Depuis 1926, plusieurs autres instruments internationaux ont été élaborés pour faire face au problème des diverses formes modernes d'esclavage qui existent à notre époque où l'environnement social, politique et économique est en constante évolution. La Convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage, adoptée en 1956, pose que la servitude pour dettes et le servage sont des formes spécifiques d'esclavage. La Convention définit la servitude pour dettes comme «l'état ou la condition résultant du fait qu'un débiteur s'est

²² Greg Campbell, «The Rock-Mining Children of Sierra Leone Have Not Found Peace», *The Atlantic*, 31 mai 2012. Consultable à l'adresse: www.theatlantic.com/international/archive/2012/05/the-rock-mining-children-of-sierra-leone-have-not-found-peace/257899/.

²³ Voir The International Human Rights Clinic at Harvard Law School. *Digging in the Dirt: Child Miners in Sierra Leone's Diamond Industry* (Cambridge, Massachusetts, 2009).

²⁴ Ibid., p. V.

²⁵ Ibid.

engagé à fournir en garantie d'une dette ses services personnels ou ceux de quelqu'un sur lequel il a autorité, si la valeur équitable de ces services n'est pas affectée à la liquidation de la dette ou si la durée de ces services n'est pas limitée ni leur caractère défini» (art. 1 a)). Le servage est défini comme «condition de quiconque est tenu par la loi, la coutume ou un accord, de vivre et de travailler sur une terre appartenant à une autre personne et de fournir à cette autre personne, contre rémunération ou gratuitement, certains services déterminés, sans pouvoir changer sa condition» (art. 1, b)).

C. Mariage servile

29. La Convention supplémentaire traite aussi de la pratique du mariage servile comme forme d'esclavage, bien qu'elle ne la définisse pas ainsi. La Convention incrimine les pratiques dans lesquelles: une femme est «promise ou donnée en mariage moyennant une contrepartie en espèces [...]»; «[...] le mari d'une femme, la famille ou le clan de celui-ci ont le droit de la céder à un tiers, [...]»; et, «[...] la femme peut, à la mort de son mari, être transmise par succession à une autre personne» (art. 1 c)). Les États parties à la Convention sont tenus de fixer un âge minimum pour le mariage. La Déclaration universelle des droits de l'homme fait aussi allusion au mariage servile. Ainsi, l'article 16 dispose que «le mariage ne peut être conclu qu'avec le libre et plein consentement des futurs époux».

D. Esclavage des enfants

30. La Convention supplémentaire fait aussi implicitement référence à l'esclavage des enfants en exigeant l'abolition de «toute institution ou pratique en vertu de laquelle un enfant ou un adolescent de moins de 18 ans est remis, soit par ses parents ou par l'un d'eux, soit par son tuteur, à un tiers, contre paiement ou non, en vue de l'exploitation de la personne ou du travail dudit enfant ou adolescent» (art. 1 d)). Le paragraphe 3 de l'article 10 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels prévoit que «les enfants et adolescents doivent être protégés contre l'exploitation économique et sociale. Le fait de les employer à des travaux de nature à compromettre leur moralité ou leur santé, à mettre leur vie en danger ou à nuire à leur développement normal doit être sanctionné par la loi». Dans le même esprit, la convention (n° 182) de 1999 de l'OIT concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination, définit et interdit les pires formes de travail des enfants, y compris l'esclavage (art. 1 et 3).

E. Servitude domestique

31. La servitude domestique peut être une autre forme contemporaine d'esclavage, même si les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme élaborés au XX^e siècle ne traitent pas beaucoup de la question. La servitude domestique est implicitement interdite dans les articles de la Convention relative à l'esclavage, les pactes et déclarations constitutifs de la Charte internationale des droits de l'homme, la Convention de l'OIT (n° 105) de 1959 sur l'abolition du travail forcé et la Déclaration de l'OIT de 1998 relative aux principes des droits fondamentaux au travail. La Convention relative aux droits de l'enfant et la Convention de l'OIT (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants visent toutes deux à protéger les enfants contre les conditions de vie qui s'apparentent à de la servitude. En juin 2011, l'OIT a adopté la Convention (n° 189) concernant le travail décent pour les travailleuses et travailleurs domestiques, qui traite également de ces questions. Cette Convention instaure une protection contre la servitude domestique et prévoit des droits spécifiques pour les travailleurs domestiques, y compris celui de jouir de

conditions d'emploi équitable, de conditions de travail et de vie décentes, du respect de leur vie privée, et d'une protection contre toutes les formes d'abus, de harcèlement et de violence (art. 5 et 6).

F. Travail forcé

32. L'esclavage et le travail obligatoire ou forcé sont des pratiques distinctes traitées indépendamment l'une de l'autre dans la plupart des documents internationaux relatifs aux droits de l'homme. La Convention relative à l'esclavage dispose que les États doivent «prendre des mesures utiles pour éviter que le travail forcé ou obligatoire n'amène des conditions analogues à l'esclavage» (art. 5). La Convention de l'OIT (n° 29) de 1930 concernant le travail forcé ou obligatoire définit le travail forcé comme «tout travail ou service exigé d'un individu sous la menace d'une peine quelconque et pour lequel ledit individu ne s'est pas offert de plein gré» (art. 2). La Convention relative aux droits de l'enfant, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, la Convention de l'OIT n° 182 et la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (1950) traitent toutes du travail forcé.

V. Difficultés rencontrées dans la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage

A. Difficultés d'ordre juridique et politique

33. Plusieurs obstacles juridiques se posent lorsqu'il s'agit de protéger les personnes contre les formes contemporaines d'esclavage. Premièrement, certains pays n'ont pas ratifié la Convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage, comme El Salvador, le Libéria et le Pérou. Dans d'autres cas, plusieurs pays ayant ratifié la Convention n'ont pas mis leur cadre juridique interne en conformité avec les normes internationales. En outre, d'autres pays ne définissent, n'interdisent ni ne sanctionnent expressément certaines formes particulières d'esclavage, rendant toute poursuite difficile. En Colombie, par exemple la loi ne prévoit pas de sanction pour le travail forcé, à l'exception des cas relevant de la traite des personnes, tandis qu'aux Philippines, des experts de la question ont constaté que plusieurs lois interdisant les formes contemporaines d'esclavage ne visaient que les enfants, les victimes de la traite et les victimes du travail forcé qui subissent des violences ou sont dans une situation de servitude pour dettes.

34. Les lacunes de la loi font que certaines catégories de travailleurs ne sont pas protégées, voire peuvent aussi contribuer à leur exploitation. C'est le cas en France et dans plusieurs autres pays, où les lois du travail ne couvrent pas les travailleurs domestiques (A/HRC/15/20, par. 74). Au Guatemala, la loi n'accorde pas de protection spéciale aux travailleurs agricoles, certaines dispositions législatives étant même discriminatoires. Ce n'est que depuis 2011, par exemple, que le salaire minimum pour les travailleurs agricoles a été aligné sur celui des travailleurs d'autres branches d'activité, tandis que la rémunération en nature, vestige du péonage, est toujours autorisée dans le secteur agricole²⁶.

²⁶ Verité. *Research on Indicators of Forced Labor in the Supply Chain of Coffee in Guatemala* (2012).

35. Même lorsque les procureurs parviennent à poursuivre certaines affaires, les peines et les amendes infligées sont souvent trop légères pour être dissuasives. Par exemple, au Maroc, les employeurs reconnus coupables de recours au travail forcé sont condamnés à des amendes d'environ 3 000 à 3 500 dollars des États-Unis pour la première infraction, et au double en cas de récidive, ces amendes étant assorties d'une peine de prison pouvant aller de six à quatre-vingt-dix jours²⁷. Ces sanctions ne sont pas suffisamment dissuasives.

36. Certains pays possèdent également des lois qui rendent les travailleurs migrants vulnérables aux pratiques analogues à l'esclavage. Ainsi, en République dominicaine, les migrants temporaires doivent être munis d'une «carte de travailleur temporaire»²⁸. Ce *carnet* les autorise uniquement à «exercer l'activité lucrative pour laquelle ils ont été admis sur le territoire, pour la période autorisée et dans la zone autorisée». La loi sur la migration du 28 mai 2004 dispose que les employeurs sont tenus de «rapatrier» les travailleurs une fois leur *carnet* arrivé à expiration, ce qui habilite les employeurs à expulser les travailleurs. Cette situation crée une restriction légale à la liberté de circulation des travailleurs migrants, qui sont en outre liés à un employeur particulier, et induit, de facto, une menace d'expulsion s'ils quittent leur emploi ou leur lieu de travail.

B. Difficultés institutionnelles et d'application

37. Un certain nombre de défaillances institutionnelles peuvent compromettre la pleine application des lois visant à lutter contre les formes contemporaines d'esclavage. Même si les pays ont promulgué des lois et ratifié des instruments internationaux qui interdisent et répriment expressément ce type d'exploitation, de nombreux gouvernements n'ont pas pris les mesures adéquates pour les faire appliquer. Dans certains cas, le fait que le gouvernement ne reconnaît pas l'existence de l'esclavage moderne limite fortement sa capacité de faire appliquer la loi. À titre d'exemple, le Gouvernement de la République dominicaine n'a reconnu l'existence du travail forcé dans aucun des secteurs économiques du pays, y compris celui du sucre²⁹, raison pour laquelle il n'existe aucun plan ou programme visant à lutter contre ces pratiques répréhensibles.

38. Dans de nombreux pays où se pratique l'esclavage, les victimes sont pauvres et ont peu de relations politiques et de pouvoir pour faire entendre leurs doléances. Ces communautés sont généralement marginalisées et victimes de discrimination en raison de leur caste, race, sexe ou origine en tant que migrants ou membres d'une population autochtone. Leurs employeurs, en revanche, peuvent être des personnes aisées et ayant des contacts qui sont en mesure d'influencer les politiques et l'application de la loi. Cette situation peut déboucher sur la corruption et engendrer un système dans lequel peu de pression s'exerce sur les autorités afin qu'elles fassent le nécessaire pour lutter contre l'exploitation. Au Pérou, l'or génère d'énormes profits et engendre de la corruption à tous les échelons, ce qui fait qu'il est très difficile de lutter contre les violations du droit du

²⁷ Commission d'experts pour l'application des Conventions et Recommandations de l'OIT, observations concernant la Convention n° 29: Maroc, adoptées en 2010, publiées à la 100^e session de la CIT (2011). Consultable à l'adresse: www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=1000:13100:0::NO:13100:P13100_COMMENT_ID:2326286.

²⁸ Selon l'article 55, ce *carnet* doit contenir les informations suivantes: le nom et la photographie du travailleur; le type d'emploi qu'il exercera; son pays d'origine; son numéro d'identification; sa date de naissance; son sexe; la date et le lieu d'entrée; la durée du séjour; la prolongation du séjour (s'il y a lieu); l'endroit où le travailleur vit et travaille; la signature et les empreintes du travailleur; et le nom, l'adresse et l'activité économique de l'employeur.

²⁹ Gouvernement de la République dominicaine, déclarations du Ministre du travail au Comité des droits économiques, sociaux et culturels, 3 novembre 2011, Genève, entretien avec le Directeur des inspections, Federico Gomera.

travail dans les exploitations aurifères illégales, y compris lorsqu'il y a de fortes présomptions d'esclavage. Cette corruption facilite la poursuite de l'exploitation illégale des mines et du blanchiment de l'or et sape les efforts du Gouvernement pour faire appliquer la loi. Dans de nombreux cas, même lorsque les autorités ont la volonté d'appliquer des mesures répressives, elles n'ont pas la formation ni les ressources nécessaires pour le faire correctement.

39. L'absence de ressources et la méconnaissance du problème se traduisent souvent par des défaillances de l'inspection du travail et autres institutions publiques, ce qui limite considérablement l'aptitude des gouvernements à repérer les victimes des formes contemporaines d'esclavage. Ainsi l'une des principales causes de l'incapacité du Gouvernement guatémaltèque de protéger les travailleurs agricoles de l'exploitation réside dans les déficiences du système d'inspection du travail. Ce système se heurte notamment aux problèmes suivants: manque d'effectifs et de financement et incapacité pour les inspecteurs d'infliger des amendes, vu l'ampleur de la violence dans le pays qui rendent dangereuses les inspections dans le secteur agricole³⁰.

40. Dans les pays dont les autorités ont la volonté et les ressources de lutter contre l'esclavage moderne, celles-ci sont confrontées à la difficulté de localiser les victimes. Bien souvent les victimes des formes contemporaines d'esclavage font partie d'une population cachée, dont certains membres se livrent à des activités illicites. L'esclavage se pratique souvent dans les régions reculées du pays où il peut être difficile de se rendre, surtout quand les travailleurs sont impliqués dans des activités illégales, qu'ils sont isolés géographiquement ou lorsqu'il s'agit de pays ou régions frappés par la violence ou l'instabilité politique. Il est d'autant plus difficile d'avoir accès aux femmes et aux enfants dans les pays dont les normes culturelles empêchent d'avoir des contacts avec des gens de l'extérieur ou des étrangers ou limitent, de manière générale, leur liberté de circulation. Par exemple, la Rapporteuse spéciale a signalé qu'il était difficile d'avoir accès aux enfants victimes de travail forcé dans les mines et les carrières situées dans des zones reculées (voir A/HRC/18/30).

41. Il peut en outre être difficile d'identifier les victimes des formes contemporaines d'esclavage. Contrairement au travail des enfants ou au travail dans des conditions dangereuses, que les inspecteurs peuvent constater de visu, il est difficile de repérer les victimes de l'esclavage sans procéder à une enquête approfondie. Étant donné que la plupart des victimes ne montrent pas de signes visibles de confinement, les autorités doivent déterminer si elles sont contraintes de travailler contre leur gré. Elles doivent déterminer si les travailleurs sont employés dans des conditions auxquelles ils ont consenti au départ et s'ils risquent d'être pénalisés s'ils quittent leur emploi. Dans certains cas, victime d'esclavage et travailleur libre peuvent se côtoyer au travail et les autorités doivent donc avoir reçu une formation adéquate et disposer de suffisamment de temps et de ressources pour les différencier.

42. Cela étant, même lorsque les inspecteurs sont formés à déceler les victimes de l'esclavage, nombre de ces dernières craignent de parler en raison des menaces dont elles font l'objet. Cela vaut en particulier pour les travailleurs migrants, dont beaucoup craignent que les autorités les harcèlent, les arrêtent ou les expulsent. Aux États-Unis d'Amérique, par exemple, certains travailleurs migrants craignent de parler aux voisins ou ne sont pas en mesure de le faire en raison de la barrière de la langue. Dans certains cas, leur employeur les a menacés de les dénoncer aux autorités de l'immigration s'ils tentaient de s'enfuir³¹.

³⁰ Voir Verité, *Research on Indicators of Forced Labor*.

³¹ Voir Verité, *Regional Report – Immigrant Workers in US Agriculture: The Role of Labor Brokers in Vulnerability to Forced Labor*, Help Wanted: Hiring, Human Trafficking and Modern-Day Slavery, tiré de la série Global Economy (2010).

43. Pour l'État, il est particulièrement difficile de faire respecter la loi dans les régions isolées. Dans l'État plurinational de Bolivie, par exemple, l'État est peu présent dans la région de Chaco, et l'application de la convention de l'OIT n° 29 y est donc très lacunaire³². Au Pérou, des études montrent que l'aptitude du gouvernement à appliquer le droit du travail et le droit pénal dans les zones protégées et isolées est limitée en raison de la dangerosité et du coût de déplacement dans ces régions. Par crainte des groupes illégaux lourdement armés, les autorités ne peuvent pas pénétrer dans ces régions sans renforts militaires.

44. L'absence de poursuites et de condamnations des personnes impliquées dans des formes contemporaines d'esclavage peut aussi poser un gros problème, résultant notamment du manque de coordination et de coopération entre les institutions publiques. Lors de certaines de ses missions, la Rapporteuse spéciale a constaté un manque de coordination entre les instances pénales, du travail et civiles chargées des questions de travail forcé, ce qui entrave l'application de la loi. Ces lacunes font que les pratiques analogues à l'esclavage ne font pas l'objet d'enquêtes ni de sanctions adéquates. La Rapporteuse spéciale a indiqué que, pour lutter efficacement contre l'esclavage, les différents organismes publics concernés doivent être représentés dans des commissions multisectorielles.

45. Une autre difficulté dans la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage tient au fait que certains États ne protègent pas correctement les victimes, tandis que dans d'autres pays, la répression exercée par l'État peut aggraver la vulnérabilité des travailleurs, les poussant parfois à encore plus de clandestinité, ce qui les rend d'autant plus difficiles à repérer.

VI. Bonnes pratiques

A. Législation

46. Les cadres juridiques tant internationaux que nationaux ont connu toute une série d'améliorations qui constituent autant de pratiques optimales en matière de lutte contre les formes contemporaines d'esclavage. Au niveau national, de nombreux pays ont adopté une législation complète interdisant et sanctionnant ces formes d'esclavage. Ainsi, en 2007, la Mauritanie a adopté une loi pénalisant l'esclavage. De plus, au Brésil, l'article 149 du Code pénal fixe une peine de deux à huit ans d'emprisonnement pour la pratique consistant à soumettre une personne au travail forcé et à des conditions de travail pénibles ou dégradantes, ou à maintenir des travailleurs sur leur lieu de travail par un système de surveillance, en état de servitude pour dettes, en limitant leurs déplacements ou en confisquant leurs papiers d'identité ou leurs biens. La peine est majorée de moitié lorsque les victimes sont des enfants ou qu'il y a discrimination fondée sur la religion, le genre ou la race. La loi brésilienne interdit également et criminalise d'autres activités liées au travail forcé, y compris la servitude pour dettes. Toutefois, face à la diversité des systèmes utilisés pour soumettre des individus à l'esclavage, de nombreux pays se sont également résolus à aller au-delà des traditionnelles lois contre le travail forcé et la traite des êtres humains. Certains ont par exemple mis en place des mécanismes de lutte contre le recrutement relevant de l'exploitation et les pratiques d'embauche qui augmentent le risque de passer à des formes contemporaines d'esclavage. Ainsi, selon la loi bangladaise sur les contrats, tous les contrats de travail doivent être conclus avec le libre consentement de toutes les parties, sans coercition, intervention induite, escroquerie ni affirmation mensongère.

³² José Antonio Arze Aguirre, «Documento de trabajo en materia de legislación comparada de Bolivia y Estados Unidos de América, en materia de trabajo forzoso», document non publié établi par le consultant dans le cadre de cette étude (2010).

47. D'autres pays ont également intensifié leurs efforts de réglementation des activités des agences d'emploi privées, comme l'exige la Convention n° 181 de l'OIT de 1997 sur les agences d'emploi privées. En 2011, le Gouvernement malaisien a modifié la loi de 1955 sur l'emploi, pour y définir le terme «recruteur», obliger à ce que le salaire des travailleurs domestiques soit versé sur un compte bancaire et à ce que les recruteurs déclarent leurs employés auprès de la Direction générale du travail, de même que le licenciement de travailleurs étrangers. Cette modification a créé un nouveau type de relation légale de travail entre les prestataires de services extérieurs et les employés. En République tchèque, la loi sur l'emploi a été modifiée en janvier 2011 pour imposer la réglementation des agences d'emploi. Désormais, ces dernières sont tenues de contracter une assurance, de se soumettre à une vérification de leurs antécédents judiciaires et de produire des statistiques sur le nombre et la nationalité des travailleurs qu'elles ont placés.

48. Plusieurs pays ont également mis en place des protections particulières pour les travailleurs migrants, dont beaucoup sont extrêmement vulnérables aux formes contemporaines d'esclavage. En 2011, la République tchèque a procédé à plusieurs modifications de la loi pour améliorer la protection des migrants et rendre ceux-ci moins vulnérables à l'exploitation. La loi relative au séjour des étrangers a été modifiée afin que les employeurs soient tenus de couvrir les frais de rapatriement des étrangers quittant le pays avant l'expiration de leur permis de travail. La loi taïwanaise oblige les pouvoirs publics à contrôler les agences qui recrutent les travailleurs migrants pour s'assurer qu'elles n'exigent pas de commissions excessives³³. Aux Émirats arabes unis, la résolution ministérielle n° 1186 de 2010 permet au travailleur migrant de passer d'un employeur à l'autre à l'expiration de son contrat. En 2007, au Mexique, l'Institut national des migrations a amélioré la protection dans l'emploi des travailleurs migrants agricoles afin de régulariser leur situation et de réduire les abus dont ils peuvent être victimes.

49. Certains pays d'origine des travailleurs migrants ont également pris des mesures importantes. Ils ont mis en place une protection pour leurs ressortissants afin de réduire le risque qu'ils soient soumis à des formes contemporaines d'esclavage lorsqu'ils émigrent pour travailler. La loi népalaise de 2007 sur le travail à l'étranger définit précisément le rôle du Gouvernement dans la gestion de l'emploi à l'étranger en réglementant les licences accordées aux agences de recrutement. Elle définit également le processus de recrutement pour les emplois à l'étranger; fixe le salaire minimum et les obligations en matière de contrat de travail et d'assurance; exige une formation avant le départ; et indique les modalités à suivre pour porter plainte. Elle ne s'applique toutefois pas à l'emploi des travailleurs migrants népalais en Inde³⁴. En mai 2012, le Gouvernement népalais a annoncé la mise en place d'une politique de contrôle obligatoire des papiers d'identité des travailleurs migrants par les missions népalaises à l'étranger et a indiqué qu'il collaborait avec les autorités des pays d'accueil à l'établissement d'un salaire minimum pour les travailleurs migrants népalais en Arabie saoudite, aux Émirats arabes unis, en Malaisie et au Qatar, pays figurant parmi les plus gros employeurs de travailleurs népalais.

50. Le commerce s'étant progressivement mondialisé, la communauté internationale a également réagi en adoptant des cadres généraux non contraignants qui s'adressent aux entreprises. À titre d'exemple, les Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme donnent aux entreprises des orientations sur les grandes questions liées à l'emploi et aux droits de l'homme pertinentes au regard des formes contemporaines d'esclavage. Ces principes, qui ont été adoptés par le Conseil des droits de l'homme en juin 2011, couvrent tous les aspects des droits de l'homme, en se référant notamment aux normes

³³ Voir Gouvernement chinois (province chinoise de Taïwan), Conseil des affaires du travail, *Council of Labour Affairs Newsletter*, vol. 69 (septembre 2004).

³⁴ Voir Narayan Manandhar et Jagnath Adhikari, *Study of Issues on the Recruitment of Migrant Labour in Nepal*, étude présentée au Bureau de pays de la Banque mondiale, Népal (2010).

fondamentales du travail de l'OIT, et constituent une norme et une référence communes faisant autorité qui visent à limiter les effets négatifs éventuels sur les droits de l'homme.

B. Application

51. Parallèlement à l'élaboration de nouvelles lois, de nombreux pays ont également pris des mesures garantissant leur application effective, processus qui se révèle encore plus difficile et consommateur de ressources et de temps que le simple fait d'adopter des lois. Des pays ont néanmoins entrepris de passer outre ces difficultés pour lutter avec succès contre les formes contemporaines d'esclavage.

52. Pour ce faire, des pays d'origine et d'accueil de travailleurs migrants ont conclu des arrangements ou des mémorandums d'accord bilatéraux. L'Argentine et le Pérou, par exemple, ont récemment établi un mémorandum d'accord sur les domestiques migrants (voir A/HRC/15/20, par. 82), tandis qu'en 2011, les Gouvernements indonésien et malaisien concluaient un nouvel accord sur l'emploi des domestiques indonésiennes pour actualiser l'ancien datant de 2006. Ce nouvel accord impose la signature d'un contrat de travail, fixe les commissions de recrutement, prévoit un jour de repos hebdomadaire, permet aux domestiques de conserver leur passeport et oblige les autorités à dispenser une formation d'un mois aux domestiques indonésiennes avant qu'elles n'entrent sur le territoire malaisien. Il a levé l'interdiction décidée deux années auparavant, par l'Indonésie de l'émigration de travailleurs domestiques vers la Malaisie.

53. Certains pays ont élaboré des stratégies ou des plans d'action nationaux pour lutter contre les formes contemporaines d'esclavage. Ces initiatives peuvent prendre des formes diverses, comme des commissions interministérielles de haut niveau ou de nouveaux services au sein d'organismes gouvernementaux existants. Pendant ses missions, la Rapporteuse spéciale a encouragé les pays à concevoir des plans d'action nationaux qui intègrent les actions nationales à des initiatives plus vastes de portée régionale et internationale, soient adaptés à la situation de chaque pays et réunissant toutes les parties prenantes. Des recherches menées au Pérou sur la situation nationale montrent que le Plan national de lutte contre le travail forcé du Ministère du travail prévu pour la période 2013-2017 inclut un grand nombre d'éléments de ce type, ainsi que d'autres progrès. On retrouve dans ce nouveau plan des définitions améliorées du travail forcé; une reconnaissance expresse de l'existence du travail forcé dans le pays; une première étude sur les moyens de remédier à l'absence de statistiques; des actions pilotes de lutte contre le travail forcé; et des objectifs stratégiques, progressifs et mesurables. Au Brésil, la Commission nationale pour l'élimination du travail servile a été créée en 2003 pour permettre la collaboration des services législatif, exécutif et judiciaire brésiliens, des représentants de l'ONU et de la société au service de la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage. Cette commission permanente, dotée d'un financement suffisant et chargée d'élaborer des plans nationaux de lutte contre l'esclavage et de mener des campagnes nationales de sensibilisation, constitue un excellent exemple d'efforts ayant porté leurs fruits dans la lutte contre l'esclavage.

54. Une des mesures les plus importantes pour garantir l'application des lois relatives aux formes contemporaines d'esclavage consiste à former les autorités compétentes, notamment les agents de la force publique, les inspecteurs du travail, les juges et les fonctionnaires des services d'immigration. Cette formation doit porter sur la législation pertinente, les mécanismes de protection et les techniques d'identification des victimes.

55. Les services de l'inspection du travail et les prud'hommes sont des entités très importantes puisqu'elles sont en première ligne pour la détection et la sanction des formes contemporaines d'esclavage. Il est donc essentiel qu'elles fonctionnent bien et que des mesures soient prises pour augmenter les amendes en cas de violation du droit du travail; réduire les délais de traitement des dossiers et de condamnation à une amende; augmenter

les fonds alloués à l'inspection du travail et lui fournir une assistance policière; mettre sur pied un service chargé de vérifier que les employeurs appliquent bien les jugements des tribunaux; poursuivre pénalement les employeurs qui ne satisfont pas à leurs obligations; et contrôler l'application des décisions des juridictions prud'homales.

56. Certains pays ont également pris des mesures pour sanctionner les personnes qui se livrent à des formes contemporaines d'esclavage et pour indemniser leurs victimes. En Argentine, dans une affaire célèbre, un juge a ordonné aux propriétaires d'une usine de confection qui employaient des travailleurs boliviens dans des conditions de travail forcé de céder l'usine à ces derniers³⁵. Dans l'État plurinational de Bolivie, le Gouvernement a confisqué des terres sur lesquelles était pratiqué le travail forcé et les a remises à ceux qui étaient forcés d'y travailler³⁶. En 2013, l'État de São Paulo au Brésil a adopté une loi sur la responsabilité des entreprises qui recourent à des formes contemporaines d'esclavage dans leurs chaînes de production (y compris chez leurs sous-traitants). La loi autorise le Gouvernement de l'État à annuler pour dix ans le registre du commerce des entreprises incriminées, les privant ainsi de la possibilité de poursuivre légalement leurs activités. En mai 2013, le Gouverneur de São Paulo a signé le décret d'application de la loi n° 14.946 susmentionnée et le Sénat brésilien envisageait d'adopter la proposition d'amendement de la Constitution (PEC) 57A/1999 autorisant l'expropriation des entreprises ayant soumis des employés à des formes contemporaines d'esclavage.

57. Au niveau régional, aussi, des tribunaux ont appliqué des lois anti-esclavage. Par exemple, en 2008, le Niger – qui avait pénalisé l'esclavage en 2003 – était traduit devant la Cour de justice de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, qui a statué qu'il n'avait pas protégé Hadijatou Mani, 24 ans, de l'esclavage.

C. Sensibilisation et prévention

58. Un des volets les plus importants de la lutte contre l'esclavage contemporain a trait à la sensibilisation et la prévention. Certains pays ont mis en place des systèmes innovants de sensibilisation à ce phénomène. En 2009, l'OIT a ainsi noté que dans le cadre de sa politique et de son plan d'action nationaux, le Gouvernement pakistanais avait inclus des informations sur la servitude pour dettes dans le programme de formation du personnel judiciaire, des policiers et des fonctionnaires³⁷.

59. Plus récemment, des campagnes de sensibilisation visant essentiellement les entreprises de taille mondiale ont été menées au niveau international. Le groupe Business for Social Responsibility (BSR) a recensé une série d'exemples de bonnes pratiques auxquelles les entreprises devraient adhérer en ce qui concerne les migrations internationales. Ce groupe élabore des normes particulières sur le statut des travailleurs migrants, les droits du travail, le recrutement, l'orientation et la formation, les salaires et les avantages, la rétention de documents, les conditions de vie, les congés, les mécanismes de

³⁵ Voir Patrick Belser et David Duarte, *La eliminación de todas las formas de trabajo forzoso u obligatorio* (OIT, 2004). Document consultable à l'adresse: www.oit.org.ar/WDMS/bib/publ/libros/declaracion_2.pdf.

³⁶ Voir Verité, *Research on Indicators of Forced Labor in the Supply Chains of Brazil-Nuts, Cattle, Corn, and Peanut Sectors in Bolivia* (Recherches sur les indicateurs de travail forcé dans les chaînes d'approvisionnement du Brésil – secteurs des noix, du bétail, du maïs et des arachides en Bolivie) (2012).

³⁷ Commission d'experts de l'OIT pour l'application des conventions et recommandations, observation concernant la Convention n° 29: Pakistan, adoptée en 2009, publiée à la quatre-vingt-dix-neuvième session de la Conférence internationale du travail, 2010. Document pouvant être consulté à l'adresse: www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=1000:13100:0::NO:13100:P13100_COMMENT_ID:2309855.

plainte, le licenciement et le rapatriement³⁸. L'OIT a également élaboré un manuel sur le travail forcé à l'intention des employeurs et du secteur privé afin de sensibiliser ces acteurs et de leur faire comprendre les enjeux en la matière³⁹.

60. Les syndicats participent de plus en plus aux actions internationales visant à sensibiliser aux formes contemporaines d'esclavage. Ainsi, l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des branches connexes (UITA) a publié récemment à l'intention de ses adhérents un document sur la vulnérabilité des travailleurs migrants⁴⁰. La Confédération générale italienne du travail a mené une campagne dans les médias pour sensibiliser le public aux conditions de travail dans le secteur agricole italien qui s'apparentent à de l'esclavage. La Confédération syndicale philippine, de son côté, a mis en place des bureaux d'information dans les aéroports et les gares routières et ferroviaires; projeté des vidéos dans les transports publics; élaboré des programmes d'éducation communautaires; et créé un site Web d'information des victimes potentielles sur les risques de subir des formes contemporaines d'esclavage.

61. Des actions de consommateurs et des campagnes de sensibilisation du public traitent désormais des formes contemporaines d'esclavage. La campagne de l'Organisation internationale pour les migrations intitulée «Buy Responsibly» (Achetez responsable) s'intéresse à des produits de consommation comme le cacao, le café, le sucre et les crevettes pour lesquels on détermine tout au long de la chaîne mondiale d'approvisionnement, les liens éventuels avec le travail forcé⁴¹. La campagne Slavery Footprint (Empreinte esclavagiste) personnalise l'esclavage moderne en demandant aux consommateurs s'ils savent combien d'esclaves travaillent pour eux. Elle sensibilise aux conséquences de la consommation de chacun, y compris de produits électroniques, alimentaires, vestimentaires, articles ménagers, etc.⁴². Enfin, l'application pour téléphone portable Free2Work informe les consommateurs sur certains produits et leurs liens avec l'esclavage moderne. Elle classe les entreprises en fonction de leurs engagements dans la lutte contre l'esclavage, en leur attribuant des notes allant de A à F, afin d'informer les consommateurs et promouvoir une consommation éthique⁴³.

D. Identification, protection et réadaptation des victimes

62. En dépit des progrès réalisés ces dernières années, la sensibilisation et la prévention n'ont pas été totalement efficaces et les victimes de formes contemporaines d'esclavage sont encore légion. Il faut donc les identifier, les protéger et les aider à se réadapter.

63. L'identification des victimes est largement facilitée par le renforcement des capacités des services d'inspection du travail et autres institutions publiques, comme la police ou les services de l'immigration, et par la sensibilisation des autorités à la législation relative aux formes contemporaines d'esclavage et aux techniques d'identification des victimes. Il est également essentiel de créer des unités spécialisées dans l'identification des victimes. En avril 2006, la République tchèque a mis sur pied au sein de la police un service

³⁸ Voir BSR, *Good Practice Guide: Global Migration* (2010).

³⁹ Bureau international du Travail (BIT), *Combattre le travail forcé: Manuel pour les employeurs et le secteur privé* (Genève, 2008).

⁴⁰ *Workers and Unions on the Move: Organising and defending migrant workers in agriculture and allied sectors* (Genève, 2008).

⁴¹ Voir www.buyresponsibly.org/index.php.

⁴² Voir <http://slaveryfootprint.org>.

⁴³ Voir www.free2work.org.

spécialement chargé de débusquer le travail forcé⁴⁴. Le Brésil, avec ses unités mobiles d'inspection composées de représentants des pouvoirs publics chargés de l'application des lois, est aussi un bon exemple de formation spécialisée.

64. Les mesures gouvernementales visant à garantir aux victimes, une fois identifiées, une protection et un soutien total sont également importantes. Elles permettront aux victimes d'être assurées que les auteurs des maltraitances qu'elles ont subies ne se livreront pas à des représailles pour les avoir dénoncés et de se sentir en sécurité quel que soit le moment où elles font ces signalements. Les victimes et les membres de leur famille peuvent bénéficier de logements sûrs, de services de protection et d'une assistance juridique. À cette fin, certains pays ont mis en place des protections spéciales pour les travailleurs. Ainsi, au Guatemala, l'article 10 du Code du travail interdit toute forme de représailles visant à empêcher des travailleurs, totalement ou partiellement, d'exercer leurs droits.

65. Outre leur identification et leur protection des victimes, les pouvoirs publics ont aussi favorisé leur réadaptation et leur réintégration dans les communautés et sur le marché du travail. Les victimes peuvent avoir besoin d'une aide psychologique pour surmonter le traumatisme qu'elles ont subi; elles peuvent également avoir besoin d'une indemnisation, d'un soutien social, d'une formation professionnelle, d'une protection sociale et d'aide pour trouver un nouvel emploi afin de ne pas retomber dans l'esclavage.

66. Il n'en demeure pas moins que les efforts des autorités publiques en faveur de la réadaptation et de la réintégration des victimes ne sont pas toujours efficaces. Dans ce cas, d'autres acteurs peuvent offrir leur aide. Des syndicats et des organisations non gouvernementales (ONG) des pays d'origine comme des pays d'accueil ont coopéré pour faciliter la réintégration des victimes une fois celles-ci rentrées chez elles. Au Népal, où les services gouvernementaux de réintégration sont limités, deux ONG se chargent de la réadaptation et de la réinsertion des travailleurs migrants de retour chez eux. L'association Pouraki Nepal a été créée par des travailleuses migrantes; le Comité de coordination Pravasi Nepali défend quant à lui les droits des hommes travailleurs migrants. Les recherches menées dans le pays ont également révélé que le Népal avait mis en place une nouvelle fondation destinée à venir en aide aux travailleurs migrants, qui dispose d'un centre de formation gratuit à Katmandou pour favoriser la réadaptation et la réintégration des travailleurs migrants de retour, ainsi que d'un service de conseil destiné aux émigrées rentrées au pays.

E. Initiatives multipartites

67. Lorsque des gouvernements ne souhaitent ou ne peuvent pas agir contre les formes contemporaines d'esclavage ou lorsque la complexité de la situation appelle une action multipartite coordonnée, on assiste parfois à l'apparition de nouvelles initiatives. Il incombe certes au premier chef aux autorités nationales de lutter contre l'esclavage mais d'autres parties prenantes, notamment des organisations intergouvernementales, des syndicats, des ONG et des entreprises, ont commencé à accompagner leurs efforts.

68. L'OIT a suivi ce mouvement en octobre 2008 en publiant son manuel à l'usage des employeurs intitulé *Combattre le travail forcé*, qui vise à «encourager une approche fondée sur le partenariat dans la lutte contre le travail forcé et la traite par le biais de l'engagement actif des acteurs des entreprises dans l'action mondiale».

⁴⁴ Gouvernement tchèque, Ministère de l'intérieur, *Stratégie nationale de lutte contre la traite des êtres humains pour la période 2005-2007* (2005).

69. Les syndicats jouent également un rôle dans la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage. Par exemple, la Confédération syndicale internationale (CSI) a élaboré un manuel des bonnes pratiques à l'intention des syndicats intitulé *Comment lutter contre le travail forcé et la traite des personnes* qui «vise à fournir aux syndicalistes et aux autres individus et organisations intéressés un outil utile de sensibilisation sur la nature du travail forcé et les mesures efficaces qu'il est possible de prendre afin d'y mettre fin»⁴⁵.

70. Un grand nombre d'ONG se sont lancées dans la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage et ont invité d'autres acteurs à faire de même. Ainsi, Anti-Slavery International a signé avec la CSI un Protocole d'accord portant sur la création d'une Alliance syndicale mondiale contre le travail forcé et la traite des êtres humains. Les deux organismes sont convenus de procéder à l'échange de leurs connaissances et expériences sur la question des formes contemporaines d'esclavage et d'unir leurs forces au service d'un objectif commun. Dans ce cadre, ils ont créé une coalition européenne multipartite composée de syndicats et d'ONG afin de protéger les femmes et les jeunes des formes contemporaines d'esclavage. Les ONG brésiliennes Repórter Brasil et Ethos ont conclu un Pacte national pour l'élimination de l'esclavage qui réunit les pouvoirs publics, l'OIT, des ONG et des entreprises dans un même combat contre le travail forcé. À la fin de 2010, plus de 130 entreprises avaient signé ce pacte, y compris de grandes sociétés comme Wal-Mart Brésil, qui se sont engagées à ne pas s'approvisionner en produits issus du travail forcé.

71. Il existe aussi de bons exemples réussis d'accords signés entre des associations internationales d'employeurs, des agences de placement et d'autres parties prenantes en vue de renforcer les initiatives de lutte contre les formes contemporaines d'esclavage. C'est ainsi que la Confédération internationale des agences privées pour l'emploi (CIETT) et le Syndicat mondial des compétences et des services ont signé en 2008 un Protocole d'accord visant à créer un partenariat mondial avec d'autres parties prenantes pour lutter contre les formes contemporaines d'esclavage, à mener des actions de sensibilisation et à coopérer avec l'OIT pour encourager la ratification et l'application des conventions de celle-ci.

72. Certains pays ont pris les devants en mettant sur pied des initiatives multipartites visant à rendre la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage plus efficace. Ce sont par exemple des commissions multipartites incluant des membres de la société civile, qui contribuent largement à responsabiliser les gouvernements quant à l'application effective des législations destinées à lutter contre les formes contemporaines d'esclavage. Face à un gouvernement qui ne respecte pas ses engagements, il appartient à ces acteurs d'alerter les médias, de former des alliances et de mobiliser la population pour exercer des pressions sur les autorités.

F. Approvisionnement

73. Récemment, les parties prenantes se sont efforcées d'influer sur les décisions des entreprises et des autorités nationales et locales en matière d'approvisionnement afin de réduire l'importance des formes contemporaines d'esclavage. Il est aujourd'hui communément admis qu'il appartient aux gouvernements de prévenir cet esclavage et de demander des comptes aux entreprises qui le pratiquent, que l'objet du délit ait été produit dans leur pays, fabriqué par une entreprise installée sur leur territoire, ou importé et consommé par leur population. Des organisations de la société civile ont aussi œuvré en faveur d'une prise de décisions responsable en matière d'approvisionnement et ont donné des conseils aux sociétés qui avaient entrepris d'empêcher le recours aux formes contemporaines d'esclavage dans leurs chaînes d'approvisionnement.

⁴⁵ CSI, *Comment lutter contre le travail forcé et la traite des personnes: manuel à l'intention des syndicats* (Bruxelles, 2009), p. 8.

74. Les gouvernements de certains pays qui produisent des biens en ayant recours à des formes contemporaines d'esclavage ont œuvré à rendre ces faits publics et à sanctionner les personnes et les entreprises responsables. Ainsi, en 2003, le Brésil a pris un décret contenant une «liste noire», de 52 personnes et entreprises ayant eu ou ayant toujours recours au travail servile. Les personnes et entreprises qui figurent sur cette liste mise à jour deux fois par an ne peuvent pas bénéficier d'aides publiques ou d'exemptions fiscales, ni signer de conventions financières avec certaines institutions financières publiques. La Banque du Brésil refuse tout financement aux propriétaires terriens qui recourent au travail servile et le Ministère de l'intégration nationale a recommandé aux bailleurs de fonds du secteur privé de refuser de les financer. Sur la liste noire du Ministère du travail figuraient, en 2009, 165 employeurs pratiquant le travail forcé dans 17 États, contre 220 en 2010 et 294 à la fin de 2011.

75. Il arrive également que des gouvernements décident de récompenser les efforts des entreprises pour lutter contre les formes contemporaines d'esclavage, par exemple en leur donnant accès à des marchés publics. En Argentine, l'Institut national de technologie industrielle a récemment instauré un système global de certification nationale pour les entreprises de l'industrie textile par lequel un «certificat de qualité» est décerné aux entreprises qui s'abstiennent de recourir au travail forcé et qui offrent à leurs salariés des conditions de travail décentes. Les entreprises certifiées sont ainsi habilitées à soumissionner pour des marchés publics lucratifs dans le secteur des textiles. Dans le même esprit, l'État plurinational de Bolivie a mis en place un système de certification «triple label» destiné à encourager les entreprises qui respectent le droit du travail national et qui interdisent le travail des enfants, la discrimination et le travail forcé tout au long de leur chaîne d'approvisionnement.

76. Des pays consommateurs et des pays sièges d'entreprises se sont également mobilisés pour lutter contre les formes contemporaines d'esclavage. Aux États-Unis d'Amérique, dans l'État de Californie, la loi sur la transparence dans les chaînes d'approvisionnement, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2012, désigne la traite des êtres humains et le travail forcé comme étant des infractions aux niveaux étatique, fédéral et international. En vertu de cette loi, tout détaillant ou fabricant dont le chiffre d'affaires mondial dépasse 100 millions de dollars est tenu de présenter des informations concernant les efforts qu'il déploie pour éliminer les formes contemporaines d'esclavage de sa chaîne d'approvisionnement de façon à ce que les consommateurs puissent prendre leurs décisions en toute connaissance de cause. Ces informations, qui sont publiées sur le site Web des entreprises, doivent indiquer les mesures prises pour éliminer l'esclavage de leurs chaînes d'approvisionnement, notamment en matière de contrôle, d'audit des fournisseurs, de certifications, de normes de responsabilisation et de formation. Le défaut de communication de ces informations le 30 novembre 2012 au plus tard est passible de poursuites judiciaires engagées par l'Attorney général de l'État de Californie.

77. Il va sans dire que c'est aux entreprises qu'il incombe en dernier ressort de satisfaire à leurs obligations légales et morales d'empêcher le recours à des formes contemporaines d'esclavage dans leurs chaînes d'approvisionnement; les activités des ONG et les initiatives multipartites qui ont vu le jour ayant pour objectif de leur donner des conseils pour honorer leurs obligations au titre du droit national, des normes internationales et des principes volontaires. La boîte à outils pour une embauche équitable constituée par Verité et lancée en 2011 donne aux entreprises des orientations détaillées pour améliorer leur code de conduite, renforcer leurs audits sociaux et mieux appréhender la complexité et les dangers que présentent les formes contemporaines d'esclavage pour leurs chaînes d'approvisionnement.

VII. Conclusions et recommandations

78. Ces dernières années, l'esclavage contemporain a suscité l'intérêt croissant des gouvernements et des parties prenantes du monde entier, même si cela demeure insuffisant au regard de ce qu'il reste à faire pour éradiquer ce phénomène. Des instruments internationaux ont été élaborés qui définissent et interdisent, entre autres, la servitude pour dettes, le servage, le mariage servile, l'esclavage des enfants, le travail forcé et les formes traditionnelles d'esclavage.

79. Des parties prenantes ont commencé à agir pour lutter contre l'esclavage sous ses formes contemporaines. Des difficultés majeures, d'ordre juridique et politique ou institutionnel et de mise en œuvre empêchent toutefois de faire reculer l'esclavage. Au titre des difficultés juridiques et politiques figurent l'absence de législation spécifique dans certains pays, des failles et des lacunes dans les cadres juridiques, la faiblesse des sanctions et des lois dissuasives qui rendent les travailleurs plus vulnérables. Les problèmes institutionnels et de mise en œuvre sont dus à la corruption, à l'incapacité des pouvoirs publics de reconnaître l'existence de l'esclavage contemporain, au manque de volonté politique et/ou de ressources, à la difficulté de localiser et d'identifier les victimes, ainsi qu'à une absence de protection des travailleurs concernés et de programmes de réadaptation efficaces qui s'inscrivent dans la durée.

80. Quoi qu'il en soit, l'ensemble de bonnes pratiques mises en œuvre aux niveaux international, régional et national indique la voie à suivre. Il s'agit notamment d'améliorations de la législation, d'efforts visant à appliquer les mesures existantes, d'actions de sensibilisation et de prévention et de l'identification, la protection et la réadaptation des victimes. La Rapporteuse spéciale a animé des ateliers de suivi au Brésil, en Équateur, en Mauritanie et au Pérou qui ont débouché sur l'adoption de plans d'action destinés à mettre en œuvre ses recommandations. Ces dernières portaient notamment sur la nécessité d'inclure et de renforcer les bonnes pratiques susmentionnées et de manifester l'engagement et la volonté des gouvernements en faveur de la lutte contre l'esclavage.

81. Les initiatives multipartites et les efforts entrepris récemment pour privilégier un approvisionnement responsable afin de protéger les travailleurs peuvent également contribuer à renforcer la lutte mondiale contre l'esclavage.

82. L'esclavage et les pratiques qui s'apparentent à l'esclavage sont souvent cachés. La plupart des victimes appartiennent aux catégories les plus pauvres et les plus vulnérables ou aux groupes sociaux marginalisés comme les groupes autochtones et ceux organisés en castes. Pour mettre un terme à cette exploitation sous toutes ses formes, les gouvernements et autres parties prenantes doivent s'attaquer aux causes premières de la pauvreté et de l'exclusion sociale ainsi qu'à toutes les formes de discrimination. Au cœur de ces campagnes, les stratégies nationales et internationales devraient être axées sur une réduction de la pauvreté, la promotion des objectifs du Millénaire pour le développement, la protection de la dignité humaine et la mise en place de solides protections contre les violations des droits de l'homme et du droit du travail, y compris l'accès à des mesures de réparation.

83. Les recommandations ci-après s'adressent aux gouvernements, aux organisations internationales et aux entreprises; elles visent à renforcer les initiatives prises au niveau mondial.

A. Recommandations à l'intention des gouvernements

84. Pour lutter efficacement contre les formes contemporaines d'esclavage, les gouvernements devraient envisager d'appliquer les bonnes pratiques identifiées ci-dessus et de mettre en œuvre les recommandations ci-après.

85. Les gouvernements devraient, selon que de besoin, adopter une législation permettant de lutter efficacement contre l'exploitation ou modifier la législation existante à cet effet; renforcer l'application et le respect des dispositions en vigueur; harmoniser leurs approches législative et politique afin de les rendre plus cohérentes et efficaces; élaborer, suivre et mettre en œuvre des plans d'action nationaux; mettre sur pied des organismes ou institutions chargés spécifiquement de lutter contre les formes contemporaines d'esclavage; et veiller à ce que ces initiatives soient dotées des ressources et du personnel appropriés.

86. Les gouvernements devraient promouvoir et garantir à tous ceux qui vivent dans leur pays l'accès aux droits fondamentaux tels que l'éducation, le travail et la santé.

87. Pour détecter les formes contemporaines d'esclavage et y remédier, les gouvernements devraient renforcer les capacités des services d'inspection du travail et autres organismes publics chargés de veiller au respect des lois; leur fournir des ressources et une formation adéquates; leur permettre de mener à bien leur mission dans les régions et les secteurs où se trouvent des personnes vulnérables; et mettre en place des mécanismes de vérification du respect des dispositions légales, du paiement des amendes et de l'exécution des jugements en réparation.

88. Les gouvernements devraient également veiller à ce que les autres institutions et parties prenantes bénéficient des ressources et de la formation appropriées pour détecter et signaler les cas d'esclavage et poursuivre leurs auteurs, notamment:

a) En formant les agents du Ministère du travail et de la police, les procureurs, les juges, les membres des ONG, les prestataires de services et les personnels de santé;

b) En établissant des mécanismes de signalement efficaces et fiables et en orientant les victimes vers des services de soutien;

c) En menant davantage d'actions de sensibilisation aux formes contemporaines d'esclavage ainsi qu'aux droits du travail et aux droits de l'homme des travailleurs et des citoyens; et

d) En offrant aux victimes une assistance juridique gratuite, une indemnisation, et une protection sociale ainsi qu'en leur donnant accès à des stratégies à long terme de réintégration dans la communauté et sur le marché du travail, notamment à l'accès des formations professionnelles et à des services de placement.

89. Les gouvernements doivent organiser à l'échelon national des campagnes de sensibilisation à long terme pour diffuser des informations sur les lois pertinentes et les dangers de l'esclavage, et des renseignements sur les mécanismes permettant de le détecter, de le signaler et de le combattre doivent être largement diffusés à toutes les parties prenantes, et pas uniquement aux travailleurs.

B. Recommandations à l'intention des organismes et donateurs internationaux

90. Une des priorités de la communauté internationale et des organismes donateurs devrait être de soutenir l'action des autorités nationales.

91. Pour s'attaquer efficacement aux formes contemporaines d'esclavage, les pouvoirs publics à l'échelle nationale et infranationale doivent bénéficier d'une aide technique et financière durable, fiable et systématique.

92. Les organismes internationaux peuvent aider les gouvernements à élaborer de solides cadres juridiques et réglementaires ou à revoir ceux déjà en place et à promouvoir la prise en compte généralisée des politiques de lutte contre les formes contemporaines d'esclavage, y compris dans les ministères et les activités visant par exemple la réduction de la pauvreté, l'éducation, le travail, la protection sociale, la santé, le commerce, l'immigration et les affaires intérieures.

93. Les organisations internationales devraient également soutenir les actions gouvernementales visant à renforcer l'aptitude des institutions publiques à faire respecter la législation; à sensibiliser les parties prenantes concernées; à inscrire les politiques de lutte contre les formes contemporaines d'esclavage dans un cadre solide; à élaborer et mettre en œuvre des mesures d'aide aux victimes d'exploitation et à poursuivre les contrevenants; et à encadrer les efforts de mobilisation en faveur d'un financement et d'un soutien renforcés.

94. Sans une aide permanente de la communauté internationale des donateurs, les autorités nationales ne disposeront pas de ressources suffisantes pour faire face aux formes diverses et complexes de violence décrites dans le présent rapport.

C. Recommandations à l'intention des entreprises

95. Les entreprises doivent agir tant au sein de leurs chaînes d'approvisionnement qu'à l'extérieur. Il leur faut trouver des moyens créatifs et efficaces de collaborer avec leurs pairs, leurs partenaires, les ONG, les syndicats, les pouvoirs publics et les organisations internationales.

96. Les entreprises devraient nouer des liens avec d'autres acteurs de leur domaine et de leur secteur; plaider en faveur d'une action mondiale de lutte contre les formes contemporaines d'esclavage à leur niveau et par le biais d'organisations multipartites; adopter des codes de conduite et autres politiques d'entreprise interdisant expressément le travail forcé et autres formes contemporaines d'esclavage; veiller à ce que ces politiques soient intégrées à tous les systèmes de gestion et de production; initier à la question des formes contemporaines d'esclavage l'ensemble de leurs personnels, fournisseurs et autres partenaires commerciaux pertinents, et veiller à ce que des mesures soient prises en amont des premiers maillons de la chaîne d'approvisionnement, là où les risques sont les plus élevés; et mener des évaluations des risques, des audits et autres actions de précaution qui s'imposent pour déterminer, identifier et supprimer tout risque éventuel d'exploitation.
